REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 18 au 24 juillet 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité portuaire.....2
- « Les emplois dans les ports » à l'étude
- Criminalité maritime : Une série de formations à Madagascar…

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....5
- Vincent Degert : « Maurice a la chance d'être considérée comme No 1 à l'indice Mo Ibrahim en Afrique »

2.2 Changement climatique.....6
- Vassen Kauppaymuthoo : «Le réchauffement climatique exige des actions urgentes»

2.3 Economie.....7
- Inde-Afrique : Maurice a accueilli le troisième sommet sur l'entrepreneuriat et l'investissement

2.4 Environnement.....8
- Ocean Innovation Award launched by Danny Faure Foundation

2.5 Tourisme.....9
- Ecolodge « Miavana » : Classé parmi les 50 meilleurs hôtels de luxe dans le monde

2.6 Education.....10
- Plus de 10 300 places de formation ouvertes à La Réunion

Al-watwan

ECONOMIE BLEUE

"Les emplois dans les ports"à l'étude

Dans le cadre du programme «Sécurité portuaire et sureté de la navigation », la Commission de l'océan indien (Coi) a organisé, mercredi dernier, un forum sur «les emplois dans les ports».

Par **Chamsoudine Saïd Mhadji**



Un mois après la tenue, à Moroni, de la Conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique sous le thème *« les États insulaires et côtiers à l'avant-garde »*, la Commission de l'océan Indien (Coi) a organisé, mercredi 12 juillet au Golden Tulip, une conférence-débat sur le thème des *« emplois dans les ports »*. Cet événement s'inscrit dans le cadre du programme pour l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'océan Indien portant sur la *« sécurité portuaire et la sûreté de la navigation »*. Il est financé par l'Union européenne à hauteur de 28 millions d'euros, et mis en œuvre conjointement par l'Organisation maritime internationale (Omi) et Interpol. Les principaux acteurs du secteur portuaire et maritime (douanes, manutentionnaire, police et gendarmerie, garde-côtes, Université des Comores, sécurité civile, ministère des Transports, organisations non gouvernementales) ont été présents. Étant donné que les Comores occupent une position stratégique dans le domaine portuaire, entre Madagascar et le Mozambique, il était important pour le programme de sensibiliser les jeunes, les responsables politiques et les experts maritimes aux enjeux et aux opportunités d'emploi dans ce domaine, qui ne sont pas réservés exclusivement aux hommes, mais également ouverts aux femmes. Plusieurs défis ont été soulevés lors de ce forum, notamment les échanges d'informations, l'intégration des parties marginalisées dans le domaine et la formation des jeunes, qui revêt une grande importance.

Les participants à ce forum ont également mentionné les défis auxquels sont confrontées les Comores, tels que le besoin de formation professionnelle dans les emplois portuaires et le manque de ressources humaines.

L'un des panelistes, Saïd Hamza Youssouf, conseiller juridique du directeur général des douanes, a estimé que ce forum constituait une *« étape logique après la conférence sur l'économie bleue qui s'est tenue à Moroni du 12 au 14 juin dernier »*. Afin de remédier aux lacunes identifiées et de relever les défis évoqués par les participants du forum, il est nécessaire d'améliorer le cadre politique en matière de gestion. Cela implique la réactivation des instances impliquées et la mise en place d'un conseil de sécurité portuaire■

Voire la vidéo :

COI.mp4 - MEGA

Criminalité maritime : Une série de formations à Madagascar…

Par JAMES RAMAROSAONA



Des agents malgaches en pleine action

Dans le cadre de son programme de lutte contre la criminalité maritime, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (ROEA) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) organise une formation de neuf semaines sur la sécurité portuaire à Madagascar. Mais dans la région de l'Océan indien, les trafics font ravage.

Depuis le 15 juin jusqu'au 11 août 2023, durant neuf semaines, une formation sur la sûreté portuaire et la sécurité de la navigation se tient dans tous les quatre ports internationaux de Madagascar. Elle a démarré auprès du port de Sud, de Toliara (15 à 29 juin 2023) il y a un mois, puis s'enchaîne au port de Nosy Be dans le Nord (3 à 14 juillet 2023) et se déroule en ce moment au port de Mahajanga (17 à 28 juillet 2023) pour prendre fin au Grand port de l'Est sis à Toamasina du 31 juillet au 11 août prochain.

Cette série de perfectionnement entre dans le cadre du programme de lutte contre la criminalité maritime, organisée par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (ROEA) de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) à Madagascar, financé par l'Union européenne (UE) avec la coordination de la Commission de l'océan Indien (COI).

Selon des informations du Centre de fusion d'informations maritimes (CFIM) dirigé par le capitaine de vaisseau Razafindraibe Franck Aimé, la formation vise deux objectifs globaux dont premièrement, aider les ports : de s'assurer que les crimes commis dans les ports soient poursuivis en justice ; d'améliorer la communication entre les différentes agences portuaires dans le but de travailler ensemble pour lutter contre la criminalité portuaire ; de perpétuer l'échange d'idées et d'expériences sur la lutte contre la criminalité portuaire ; et d'améliorer la protection des ports contre les attaques terroristes par voie maritime. Deuxième objectif, c'est d'aider les responsables portuaires à organiser, préparer et répondre aux urgences.

…mais des trafics dans la région de l'Océan indien



L'UE finance un projet sur la sûreté portuaire, de 2020 à 2024 d'une enveloppe de 7,8 millions d'euros pour la région Afrique orientale, australe et l'Océan indien

Ces derniers temps, s'est répandue à La Réunion le «crystal meth» une drogue dure dénommée «cocaïne du pauvre» provenant de l'île Maurice. C'est un produit de synthèse, fabriqué dans des laboratoires clandestins à partir de produit chimique et ressemble, une fois en poudre à de la cocaïne, d'où le surnom «cocaïne du pauvre.» Les autorités réunionnaises chargées de lutter contre ce trafic estiment que ces drogues proviennent par une liaison maritime, particulièrement en raison des hors-bords venant de l'île Maurice utilisés par des trafiquants de «zamal.»

D'ailleurs en fin de semaine, les policiers mauriciens ont intercepté deux propriétaires d'un bateau abandonné sur la plage de galets de Saint-Benoît, soupçonnés de complicité à des trafiquants de drogue et de complot pour blanchiment d'argent.

Dans la même foulée, le contrôle aux frontières des Seychelles est de plus en plus rigoureux, surtout envers des ressortissants nigérians. Cette disposition a été ainsi prise par les autorités de l'île face à des préoccupations liées à des trafics de drogue et des activités frauduleuses impliquant des détenteurs de passeports nigérians.

Lors d'une conférence de presse rapportée par Seychelles News Agency, le vice-président seychellois Ahmed Afif avait précisé que seuls les Nigérians ayant un passeport diplomatique, un permis de travail ou un séjour valide délivré par les Seychelles peuvent entrer sur le territoire. Pour les autres, les motifs de leur venue seront soumis à des analyses approfondies.

Vincent Degert : « Maurice a la chance d'être considérée comme No 1 à l'indice Mo Ibrahim en Afrique »



VINCENT DEGERT Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice

À la veille de sa retraite comme diplomate, Vincent Degert qui a été l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de Maurice et des Seychelles, passe en revue la coopération. Il considère que Maurice a la chance d'être considérée comme le no 1 à l'indice Mo Ibrahim en Afrique. « Il faut que la République de Maurice fasse ce qu'il faut pour maintenir sa place. C'est important pour la perception globale, pour l'investissement et pour que les Mauriciens se sentent bien dans le pays où ils vivent. » Il souligne l'importance pour les institutions de fonctionner comme elles doivent d'après la Constitution et que l'exécutif, le législatif et le judiciaire exercent bien chacun leurs compétences respectives et les assument pleinement.

M. l'ambassadeur, Vincent Degert, vous quittez Maurice après quatre ans d'activités. À quelques jours de votre départ, pourriez-vous nous dire quels ont été les moments forts de votre mission dans l'île ?

Quatre ans se sont écoulés de manière intense. Je suis arrivé pendant une période électorale Ce qui m'a permis de me familiariser avec le système électoral mauricien, avec ses forces et ses faiblesses. J'ai eu l'occasion d'en parler longuement avec le commissaire électoral.

Le point central a été l'obligation des candidats de déclarer leur appartenance ethnique pour les besoins du Best Loser System. Ce système est remis en cause par les Nations unies depuis une quinzaine d'années. Il faudra une réflexion profonde pour stabiliser la situation d'autant plus qu'il est basé sur le recensement de 1972. Les chiffres sont dépassés et ne reflètent pas nécessairement la réalité actuelle. **Suite de l'article**

Vassen Kauppaymuthoo : «Le réchauffement climatique exige des actions urgentes»



Nous sommes en alerte climatique de classe 3, estime Vassen Kauppaymuthoo, ingénieur en environnement et océanographe. Comme les scientifiques de plusieurs pays, il est d'avis que nous avons atteint un point de non-retour par rapport au bouleversement climatique et à ses conséquences sur l'ensemble de la planète.

Vassen Kauppaymuthoo, océanographe et ingénieur en environnement, qui se défend d'être un prophète de malheur ou un oiseau de mauvais augure, tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Pour lui, les faits sont là : ce qu'il avait pressenti depuis 10 à 15 ans est en train de se réaliser. Il est d'avis que « l'heure n'est plus à l'attentisme ni au constat, mais à l'action », comme l'affirment également de nombreux scientifiques, les Nations unies et l'Organisation mondiale de la météorologie, entre autres.

Selon certaines études scientifiques publiées récemment, on ne fait pas le lien entre les différents phénomènes qui se produisent actuellement. On considère, par exemple, que la météo concerne uniquement l'atmosphère, que l'océanographie concerne uniquement l'océan, que la géologie concerne uniquement la croûte terrestre. Or, tous ces systèmes complexes sont intimement liés, souligne Vassen Kauppaymuthoo, et il est important de prendre en considération ces interactions climatiques pour agir en conséquence. « Il faut sortir de sa spécialisation et avoir une vue globale de ce qui est en train de se passer. »
La température moyenne du globe, dit-il, est de 15 degrés Celsius. Cependant, cette année, elle a atteint 17 °C avec des records qui sont battus un peu partout. « On observe cela, par exemple, dans l'hémisphère Nord, que ce soit en Amérique, en Europe, en Asie, où il y a des records de température et même des vagues de chaleur océanique. **Suite de l'article**

Inde-Afrique : Maurice a accueilli le troisième sommet sur l'entrepreneuriat et l'investissement



Maurice sera un acteur clé et jouera un rôle encore plus important dans la connexion entre l'Inde et l'Afrique. « Accélérer le commerce et l'investissement, et encourager les écosystèmes commerciaux pour de plus grandes opportunités d'intérêt mutuel », affirme le Président de la République de Maurice, Prithvirajsing Roopun, qui prenait la parole lors du lancement officiel du troisième sommet Inde – Afrique sur l'entrepreneuriat et l'investissement, à l'hôtel Le Meriden à Pointe-aux-Piments, le vendredi 21 juillet.

Maurice a sponsorisé l'événement organisé par l'Economic Development Board (EDB) et l'India Africa Entrepreneurship Forum, du 20 au 21 juillet 2023. Le président Roopun a ajouté que Maurice était bien placé pour renforcer ses relations avec l'Inde en raison de sa situation géographique et des liens historiques, culturels et politiques profonds avec ce pays.

Lire aussi :

https://inside.news/actualites/commission-pour-lafrique-la-66e-reunion-se-tiendra-a-maurice/

Ocean Innovation Award launched by Danny Faure Foundation

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame



The Ocean Innovation Award seeks to motivate Seychellois to come up with innovative ideas relating to the ocean. (Danny Faure Foundation)

(Seychelles News Agency) - An opportunity has opened for one Seychellois national to advance their ocean-related project or idea in a five-day learning visit to the **Nekton Foundation** in Oxford, United Kingdom (UK), through an Ocean Innovation Award launched by the Danny Faure Foundation.

A first of its kind, the Ocean Innovation Award seeks to motivate Seychellois to come up with innovative ideas relating to the ocean, and then obtain the opportunity to make it a reality.

The Foundation's executive director, Lorraine Faure, shared that the award will also help to inspire and harness innovative new ideas to address positive ocean solutions for the country.

"In line with its objectives as a non-governmental organisation, the Danny Faure Foundation has launched the Ocean Innovation Award under its pillars on Ocean Governance and the Blue Economy, where it seeks to further empower the youth and professionals who are dedicated to contributing towards the protection and conservation of the ocean, marine science and a sustainable blue economy," said Faure.

Interested persons will need to submit a video introducing themselves and their idea or project. The deadline for submission is January 15, 2024. More information can be found on the foundation's website.

A panel, independent of the foundation, will be tasked with selecting the awardee.

"The awardee will benefit from a five-day learning visit at Nekton to advance their idea or project. Nekton will provide support to the awardee by its own personnel and where possible bring in its own partners with specialist skills," said Faure. **Suite de l'article**

Ecolodge « Miavana » : Classé parmi les 50 meilleurs hôtels de luxe dans le monde



Cet écolodge de luxe implanté à Madagascar a déjà accueilli la légende du cinéma américain, Tom Cruise.

Madagascar, considéré comme étant le joyau de l'Afrique, figure dans les cinq meilleures destinations incontournables pour cette année 2023, selon le prestigieux Luxury Travel Magazine.

En effet, la Grande île dispose d'une grande richesse naturelle unique au monde classée nature cinq étoiles. Elle est même décrite comme un paradis de la biodiversité pour les amoureux de la nature et les voyageurs en quête d'aventure. Toutes les parties prenantes opérant dans le secteur du tourisme, dont entre autres, le ministère du Tourisme et le secteur privé, œuvrent pour la préservation de ce capital naturel étant donné qu'il s'agit d'un des produits phares visant à attirer les touristes venant des quatre coins du monde à choisir la destination Madagascar. Ce n'est pas tout ! La Grande île ne cesse de promouvoir le tourisme de luxe puisqu'elle possède des établissements touristiques permettant d'accueillir des touristes haut de gamme. On peut citer, entre autres, l'écolodge de luxe portant l'emblème de « Miavana Time and Tide » qui est implanté sur l'archipel d'Ankao, au large du nord-est du pays. Cet écolodge vient d'ailleurs d'être classé parmi les 50 meilleurs hôtels de luxe dans le monde, par le prestigieux magazine américain spécialisé dans le style de vie de luxe Robb Report.

Séjour de Tom Cruise

« L'implantation des 14 villas d'exception de la chaîne « Time and Tide » démontre les attraits que peut offrir Madagascar dans le tourisme de luxe et durable, selon l'EDBM (Ecolodge Development Board of Madagascar). En outre, cet écolodge de luxe a ajouté une étoile de plus à son prestige grâce au séjour de Tom Cruise, la légende du cinéma américain en décembre 2020. Cet acteur célèbre, accompagné de ses dix invités, ont grandement appuyé l'économie de la région, et de surcroît, à l'amélioration de l'image de marque de la destination Madagascar », selon toujours les explications de cette agence de promotion des investissements dans le pays. Mais qu'est ce qui pourrait intéresser autant les touristes à séjourner dans cet écolodge de luxe ? Pour sa part, **Suite de l'article**

Plus de 10 300 places de formation ouvertes à La Réunion

Une nouvelle convention a été signée entre l'État et la Région dans le cadre du PACTE (Pacte réunionnais d'investissement dans les compétences). Elle prévoit, pour l'année 2023, l'achat de plus de 10 300 places de formations pour un montant total de plus de 60 millions d'euros.



"L'éducation et la formation, sont les nouvelles priorités de la mandature régionale", rappelle la présidente de Région, Huguette Bello, faisant écho à la prolongation du PACTE *(Pacte réunionnais d'investissement dans les compétences)*. En mars 2022, la Région avait acté son retour en tant que chef de file de la formation professionnelle à La Réunion. Fin 2022, la Région continuait sa marche en avant en faveur des demandeurs d'emplois et des jeunes sans diplôme en débloquant, avec l'État, 114 millions d'euros de crédits pour les deux prochaines années *(lire nos précédentes éditions)*. Un budget conséquent débloqué après deux années sans. L'occasion pour la présidente de la collectivité d'égratigner une nouvelle fois l'ancienne mandature régionale. *"Sortir du PACTE en 2019 et ne pas contracter pour les années 2020 et 2021 ont fait perdre plus de 100 millions d'euros. C'était de l'ineptie et de l'irresponsabilité."*

Doublement des places de formation en 2023

La mise au point passée, la Région et l'État ont signé une nouvelle convention pour 2023 qui prévoit l'achat de plus de 10 300 places de formations pour un montant total de près de 60 millions d'euros (Région et État). "Nous sommes de retour au premier plan de la formation professionnelle. Nous doublons les places offertes aux Réunionnais", assure Huguette Bello. **Suite de l'article**